

- financieringswijze, in voorkomend geval, evenals begrotingsfunctie (functionele code) waarop de uitgaven- en ontvangstenkredieten ingeschreven zijn;
- eventuele materiële middelen, aangewend voor het samenwerkingsverband;
- de nadere opvolgings- en beoordelingsregels van de overeenkomst.

De ondersteunende diensten verzamelen alle interne prestaties die onrechtstreeks bijdragen tot de hoofdzakelijke opdracht van de overheidsadministratie en die nodig zijn voor de uitvoering van de opdrachten en doelstellingen. Hoofdzakelijk bestaan zij uit de diensten aankopen, menselijke middelen, onderhoud en informatica.

De ondersteunende prestaties worden ofwel kosteloos ofwel als niet-geinstitutionaliseerde horizontale samenwerking overeenkomstig artikel 31 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten uitgevoerd.”.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 19 juli 2018.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en
Administratieve Vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en
afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

—
Nota

(1) Zitting 2017-2018.

Stukken van het Waals Parlement, 1134 (2017-2018) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare vergadering van 17 juli 2018

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/204412]

19 JUILLET 2018. — Décret intégrant le renforcement des synergies dans la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. A l'article 26bis de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale, modifié en dernier lieu par le décret du 18 avril 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, 1°, les mots « et le compte » sont ajoutés entre « budget » et « du centre »

2° le paragraphe 2 est complété par un alinéa 6 :

« Le directeur financier du centre public d'action sociale participe au comité de concertation lorsque sont présentées pour avis les matières reprises à l'article 26bis, § 1^{er}, 1^o et 7^o ».

Art. 3. A l'article 26bis de la même loi, modifié en dernier lieu par le décret du 23 janvier 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. Le conseil de l'action sociale conclut avec le conseil communal des conventions nécessaires au développement des synergies.

Une synergie entre la commune et le centre est une volonté commune et partagée de gérer ou réaliser un service, une action, un projet ou une mission ensemble ou encore de confier à une des institutions locales la réalisation ou la gestion d'un service, d'une action, d'un projet ou d'une mission en vue d'opérer des économies d'échelles, d'accroître l'efficacité organisationnelle et de viser l'efficience du service public en respect des missions et de l'autonomie de chacun »;

2° l'article est complété par un paragraphe 6 rédigé comme suit :

« § 6. Le directeur général de la commune et le directeur général du centre public d'action sociale ressortissant de son territoire établissent conjointement et annuellement un projet de rapport sur l'ensemble des synergies existantes et à développer entre la commune et le centre public d'action sociale. Lorsque le CPAS et la commune se sont dotés d'un directeur général adjoint commun chargé de la gestion des synergies, celui-ci participe à l'établissement du projet de rapport. Ce projet de rapport est également relatif aux économies d'échelle et aux suppressions des doubles emplois ou chevauchements d'activités du centre public d'action sociale et de la commune.

Le projet de rapport visé à l'alinéa 1^{er} est soumis à l'avis des comités de direction de la commune et du centre réunis conjointement, visés à l'article 42, § 3, alinéa 5, puis présenté au comité de concertation qui dispose d'une faculté de modification.

Le projet de rapport visé à l'alinéa 1^{er} est ensuite présenté, et débattu lors d'une réunion annuelle commune et publique du conseil communal et du conseil de l'action sociale au cours de laquelle des modifications peuvent être apportées. Le rapport est ensuite adopté par chacun des conseils. Une projection de la politique sociale locale est également présentée en cette même séance. Cette réunion annuelle se tient avant l'adoption des budgets du centre public d'action sociale et de la commune par leurs conseils respectifs.

Le rapport est annexé au budget du centre public d'action sociale.

Le Gouvernement wallon fixe le canevas du rapport annuel sur les synergies. Celui-ci comprend au moins les éléments suivants :

1° un tableau de bord des synergies réalisées et en cours;

2° un tableau de programmation annuelle des synergies qui sont projetées et une grille qui évalue le niveau de rassemblement des services de support. Cette grille est appelée matrice de coopération;

3° une liste reprenant les marchés publics conjoints et les marchés publics séparés pouvant faire l'objet de marchés publics conjoints. ».

Art. 4. Dans la même loi, il est inséré un article 26^{quater}, rédigé comme suit :

« Art. 26^{quater}. § 1^{er}. Dans le cadre des synergies visées à l'article 26^{bis}, § 5, le centre public d'action sociale conclut des conventions avec la commune afin de déléguer en tout ou partie ou de réaliser en commun des prestations de support indispensables à l'exécution de ses missions. La commune et le centre public d'action sociale peuvent rassembler ou unifier leurs services de support. Le rassemblement ou l'unification de services de support est inscrit dans le programme stratégique transversal visé à l'article 27^{ter}.

La convention contient, au minimum, les éléments suivants :

- l'objet de la convention et le mode d'organisation (mode délégatif ou mode coopératif);

- la durée de la convention et les modalités de reconduction;

- le personnel affecté à la synergie ainsi que l'autorité administrative de laquelle il dépend en cas de mode coopératif;

- le responsable hiérarchique qui, en cas de mode coopératif, doit être membre du personnel des deux administrations ou affecté par mise à disposition conformément aux dispositions de l'article 144^{bis} de la Nouvelle Loi Communale ou en application de l'article 32 de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs;

- le mode de financement, le cas échéant, ainsi que la fonction budgétaire (code fonctionnel) à laquelle les crédits de dépenses et de recettes seront inscrits;

- les moyens matériels éventuels consacrés à la synergie;

- les modalités de suivi et d'évaluation de la convention.

§ 2. Les services de support regroupent l'ensemble des prestations internes qui contribuent indirectement à la mission première de l'administration publique et qui sont nécessaires à la réalisation des missions et objectifs. Ils sont constitués principalement des services achats, ressources humaines, maintenance et informatique. La réalisation de prestations de support est établie soit à titre gratuit, soit en coopération horizontale non institutionnalisée conformément à l'article 31 de la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

§ 3. Le centre public d'action sociale peut conclure des conventions avec un autre centre public d'action sociale afin de déléguer en tout ou partie ou de réaliser en commun des prestations de support indispensables à l'exécution de ses missions. Les centres peuvent rassembler ou unifier leurs services de support visés au paragraphe 2. "

Art. 5. Dans l'article 42, § 3, de la même loi, inséré par le décret du 18 avril 2013, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Le directeur général de la commune est invité à participer au comité de direction. Il y siège avec voix consultative. Il reçoit les convocations et les procès-verbaux. ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 juillet 2018.

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des Chances, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-Etre animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine
et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

—
Note

(1) Session 2017-2018.

Documents du Parlement wallon, 1135 (2017-2018) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 17 juillet 2018.

Discussion.

Vote.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/204412]

19 JULI 2018. — Decreet tot opname van sterkere samenwerkingsverbanden in de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 ervan.

Art. 2. In artikel 26*bis* van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, laatst gewijzigd bij het decreet van 18 april 2013, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, 1°, worden de woorden "en de rekening" toegevoegd tussen de woorden "begroting" en "van het centrum";

2° paragraaf 2 wordt aangevuld met een lid 6 :

"De financieel directeur van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn neemt aan het overlegcomité deel wanneer de aangelegenheden bedoeld in artikel 26*bis*, § 1, 1° en 7°, voorkomen".

Art. 3. In artikel 26*bis* van dezelfde wet, laatst gewijzigd bij het decreet van 23 januari 2014, worden volgende wijzigingen doorgevoerd :

1° paragraaf 5 wordt vervangen als volgt :

« § 5. De raad voor maatschappelijk welzijn sluit met de gemeenteraad overeenkomsten nodig voor de totstandkoming van de samenwerkingsverbanden.

Een samenwerkingsverband tussen de gemeente en het centrum is de gemeenschappelijke en gedeelde wil tot het samen beheren of uitvoeren van een dienst, een actie, een project of een opdracht of nog tot het toevertrouwen, aan één van de plaatselijke instellingen, van de uitvoering of het beheer van een dienst, een actie, een project of een opdracht met het oog op het bereiken van schaalvoordelen, grotere organisatie-efficiëntie en een efficiënte openbare dienstverlening voor de naleving van de opdrachten en de zelfstandigheid van beiden.";

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 6, luidend als volgt :

« § 6. De directeur-generaal van de gemeente en de directeur-generaal van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, vallend onder haar grondgebied, stellen samen jaarlijks een ontwerp-verslag op over het geheel van de bestaande en de te ontwikkelen samenwerkingsverbanden tussen de gemeente en het centrum voor maatschappelijk welzijn. Wanneer het OCMW en de gemeente in een gemeenschappelijke adjunct-directeur-generaal voorzien hebben, belast met het beheer van de samenwerkingsverbanden, neemt laatstgenoemde deel aan het opstellen van het ontwerp-verslag. Dat ontwerp-verslag heeft eveneens betrekking op de kostenbesparingen en de afschaffingen van de dubbele betrekkingen of de overlappings van activiteiten van het centrum voor maatschappelijk welzijn en de gemeente.

Het ontwerp-verslag bedoeld in lid 1 wordt ter advies voorgelegd aan de directiecomités van de gemeente en het centrum, in gemeenschappelijke vergadering, bedoeld in artikel 42, § 3, lid 5, vervolgens voorgelegd aan het overlegcomité dat over een mogelijkheid tot wijziging beschikt.

Het ontwerp-verslag bedoeld in lid 1 wordt vervolgens overgelegd en besproken op een jaarlijkse gemeenschappelijke en openbare vergadering van de gemeenteraad en de raad voor maatschappelijk welzijn, waar wijzigingen doorgevoerd kunnen worden. Het verslag wordt vervolgens door elke van beide raden aangenomen. Op dezelfde vergadering wordt eveneens een projectie van het plaatselijk sociaal beleid voorgesteld. Die jaarlijkse vergadering wordt voor het aannemen van de begrotingen van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en van de gemeente, door hun respectievelijke raden, gehouden.

Dat verslag wordt bij de begroting van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn gevoegd.

De Waalse Regering stelt het stramien vast voor het jaarlijkse verslag over de samenwerkingsverbanden. Daarin zijn minstens volgende gegevens vervat :

1° een boordtabel van de lopende en uitgevoerde samenwerkingsverbanden;

2° een tabel met de jaarlijkse programmering van de overwogen samenwerkingsverbanden en een rooster dat het niveau van samenvoeging van de ondersteunende diensten beoordeelt. Die rooster wordt een samenwerkingsmatrix genoemd;

3° een lijst met de samengevoegde overheidsopdrachten en de afzonderlijke overheidsopdrachten die het voorwerp kunnen uitmaken van samengevoegde overheidsopdrachten.".

Art. 4. In dezelfde wet wordt een artikel *26quater* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *26quater*. § 1. In het kader van de samenwerkingsverbanden bedoeld in lid *26bis*, § 5, sluit het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn overeenkomsten met de gemeente om onontbeerlijke ondersteunende prestaties voor de uitvoering van haar opdrachten geheel of gedeeltelijk te delegeren of gemeenschappelijk uit te voeren. De gemeente en het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn kunnen hun ondersteunende diensten samenvoegen of verenigen. De samenvoeging of de vereniging van de ondersteunende diensten wordt ingeschreven in het overkoepelend strategisch programma bedoeld in artikel *27ter*.

De overeenkomst bevat minstens volgende gegevens :

- voorwerp van de overeenkomst en organisatiewijze (delegatiemodus of samenwerkingsmodus);
- duur van de overeenkomst en nadere verlengingsregels;
- personeel toegewezen aan het samenwerkingsverband, en de administratieve overheid waaronder bedoeld personeel valt in geval van samenwerkingsmodus;
- de hiërarchisch verantwoordelijke die, in geval van een samenwerkingsmodus, personeelslid van beide administraties dient te zijn of via terbeschikkingstelling toegewezen dient te worden overeenkomstig de bepalingen van artikel *144bis* van de Nieuwe Gemeentewet of overeenkomstig artikel 32 van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers;
- financieringswijze, in voorkomend geval, evenals begrotingsfunctie (functionele code) waarop de uitgaven- en ontvangstenkredieten ingeschreven zijn;
- eventuele materiële middelen, aangewend voor het samenwerkingsverband;
- de nadere opvolgings- en beoordelingsregels van de overeenkomst.

§ 2. De ondersteunende diensten verzamelen alle interne prestaties die onrechtstreeks bijdragen tot de hoofdzakelijke opdracht van de overheidsadministratie en die nodig zijn voor de uitvoering van de opdrachten en doelstellingen. Hoofdzakelijk bestaan zij uit de diensten aankopen, menselijke middelen, onderhoud en informatica. De ondersteunende prestaties worden ofwel kosteloos ofwel als niet-geïnstitutionaliseerde horizontale overeenkomst overeenkomstig artikel 31 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten uitgevoerd.

§ 3. Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn sluit met een ander openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn overeenkomsten om onontbeerlijke ondersteunende prestaties voor de uitvoering van haar opdrachten geheel of gedeeltelijk te delegeren of gemeenschappelijk uit te voeren. De centra kunnen hun ondersteunende diensten bedoeld in paragraaf 2 samenvoegen of verenigen."

Art. 5. In artikel 42, § 3, van dezelfde wet, ingevoegd bij het decreet van 18 april 2013, wordt een lid ingevoegd tussen het eerste en het tweede lid, luidend als volgt :

"De directeur-generaal van de gemeente wordt verzocht, aan het directiecomité deel te nemen. Hij zetelt er met raadgevende stem. Hij krijgt de oproepingen en de notulen."

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 19 juli 2018.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en
Administratieve Vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en
afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

—
Nota

(1) Zitting 2017-2018.

Stukken van het Waals Parlement, 1135 (2017-2018) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare vergadering van 17 juli 2018

Bespreking.

Stemming.